Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

1 | 2017

**Morphing Bodies: Strategies of Embodiment in
Contemporary US Cultural Practices**

Conférence de David Wilkins et Shelly Hulse Wilkins, présentation de l'ouvrage *Dismembered: Native Disenrollment and the Battle for Human Rights*

Université Paris-Diderot, 6 octobre 2017

Thomas Grillot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/transatlantica/8733>

DOI : 10.4000/transatlantica.8733

ISSN : 1765-2766

Éditeur

Association française d'Etudes Américaines (AFEA)

Référence électronique

Thomas Grillot, « Conférence de David Wilkins et Shelly Hulse Wilkins, présentation de l'ouvrage *Dismembered: Native Disenrollment and the Battle for Human Rights* », *Transatlantica* [En ligne], 1 | 2017, mis en ligne le 03 décembre 2018, consulté le 25 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/8733> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transatlantica.8733>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mai 2021.

Transatlantica – Revue d'études américaines est mise à disposition selon les termes de la licence
Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Conférence de David Wilkins et Shelly Hulse Wilkins, présentation de l'ouvrage *Dismembered: Native Disenrollment and the Battle for Human Rights*

Université Paris-Diderot, 6 octobre 2017

Thomas Grillot

- 1 David Wilkins et Shelly Hulse Wilkins ont présenté *Dismembered* (Seattle: University of Washington Press, 2017) le vendredi 6 octobre 2017 à l'université Paris-Diderot à l'invitation de Marine Le Puloch, Maître de conférences et spécialiste des questions autochtones dans les Amériques. Leur livre, consacré aux récentes vagues d'exclusions qui ont décimé plusieurs groupes tribaux des Etats-Unis, est le premier ouvrage universitaire consacré à un phénomène qui a passionné les médias américains.
- 2 David Wilkins commence par passer en revue les pics d'exclusion (en anglais *disenrollment*, ou désinscription de la liste des membres du groupe tribal officiellement reconnu par l'État fédéral). Il voit dans l'avènement de l'auto-détermination des tribus, en 1975, l'origine de l'« auto-décimation » qu'il analyse, et pointe particulièrement le rôle de la décision de la Cour Suprême *Santa Clara v. Martinez* (1978), qui laisse aux gouvernements indiens des réserves le plein contrôle sur la gestion des membres de leurs tribus. Cette marge de manœuvre est amplement exploitée dans les années 1990 dans certaines réserves où sont ouverts des casinos. Comme cette ouverture s'accompagne souvent d'une hausse de la criminalité, les gouvernements se mettent à prononcer contre les membres de la tribu qui s'en rendent coupables des peines de bannissement, parfois accompagnées d'une exclusion définitive. Le phénomène connaît un nouveau pic dans les années 2000. L'Indian Civil Rights Act de 1968 devait protéger les droits individuels des Indiens vivant dans les réserves en leur permettant de remettre en cause au moyen d'un writ d'habeas corpus leur incarcération par les cours

tribales. Cette loi s'avère en réalité impuissante à stopper ces vagues d'exclusion. Le phénomène s'étend rapidement, en particulier en Californie, où plus de 30 gouvernements tribaux y ont massivement recours. La reconnaissance récente de groupes indiens par l'État fédéral et la petite taille de ces communautés y attisent les conflits, qui portent sur la redistribution des profits des casinos comme sur d'anciennes rivalités familiales. Chez les Chuckchansi, plus de la moitié des membres de la tribu sont ainsi exclus en quelques années. La responsabilité des avocats des tribus, indiens ou non-indiens, directement intéressés à la multiplication de litiges, semble avérée (par exemple, chez les Nooksack du Washington). Pour David Wilkins, ce mouvement est sans précédent dans des sociétés où le bannissement était rare et jamais définitif, et où les conflits internes étaient le plus souvent résolus à l'amiable.

- 3 Comme le rappelle Shelly Hulse Wilkins, le coût social de ces mesures est immense. Pour ceux qu'elle frappe, l'exclusion équivaut à une privation de droits sociaux, à un arrachement à leur foyer et à leur terre, et à une profonde désintégration sociale. Dans le groupe californien de la Redding Rancheria, ces conflits conduisent non seulement à l'exclusion du fondateur de la tribu, mais aussi à une vague d'exclusions à titre posthume qui permettent d'exclure d'un trait de plume des dizaines de descendants, plongeant certaines familles dans des litiges qui s'étirent sur plusieurs décennies. La charge de la preuve de leur appartenance à la tribu est laissée aux victimes, et aux documents traditionnels (copies de recensements) s'ajoutent des demandes de tests ADN, au mépris le plus souvent des constitutions qui fondent justement la légitimité de ces gouvernements tribaux. Des consultants sont employés par certains gouvernements, comme les Cherokees de l'Est, et chargés de vérifier les listes de membres. Chez les Nooksack, le conflit a à ce point absorbé les énergies de la tribu que les profits du casino se sont effondrés. Ce détournement de la souveraineté des peuples indiens par leurs propres gouvernements suscite aujourd'hui de très fortes résistances et a conduit plusieurs groupes à développer des projets de modification des constitutions tribales pour interdire ce type d'exclusion. Certains agents régionaux du Bureau des affaires indiennes ont pu faire ponctuellement obstacle à ces persécutions, qui ont également suscité la création d'associations comme l'American Indian Rights and Resources Organization, et fait l'objet de condamnations publiques, par exemple par l'Indian Bar Association qui réunit les avocats d'origine amérindienne. D'autres, comme le National Congress of American Indians, le Native American Rights Funds ou la National Indian Gaming Association, sont restées silencieuses.
- 4 La récente décision des cours fédérales de défendre l'appartenance des descendants des affranchis noirs de la nation cherokee à cette dernière semble marquer un point d'arrêt, mais le phénomène n'en a pas moins révélé le potentiel destructeur des abus du concept légal de souveraineté indienne. David Wilkins emploie à ce sujet l'expression de « souveraineté suicidaire ». Avec Shelly Hulse Wilkins, il propose, en conséquence, la signature d'un traité intertribal garantissant la protection de l'ensemble des membres des tribus, mais aussi la création d'une cour d'appel intertribale ayant pour juridiction l'ensemble du territoire américain (des exemples régionaux existent déjà), ou encore l'adoption par d'autres tribus des membres injustement exclus, à titre compensatoire. Il faut noter que la Déclaration des droits des peuples indigènes émise par l'ONU en 2007, beaucoup citée dans les débats, ne s'est pas avérée particulièrement efficace dans la pratique. En conclusion, David insiste sur le fait que l'État fédéral, souvent à l'origine des problèmes rencontrés par les tribus, n'est, en l'occurrence, pas en cause. S'ils ont pu s'appuyer sur des exigences effectivement inventées par Washington, comme la

certification du quotient de sang indien de leurs membres (*blood quantum*), les élus tribaux ont avant tout pris leurs décisions en fonction d'une froide rationalité économique : en diminuant le nombre de membres, ils augmentaient mécaniquement les revenus des membres restants, dont ils faisaient bien entendu partie.

INDEX

Thèmes : Actualité de la recherche

AUTEUR

THOMAS GRILLOT

CNRS/EHESS, UMR 8168 Mondes américains